

CE MONDE QUI BOUGE

Bonjour, c'est le FMI !

Qu'elle semble lointaine cette époque – c'était en octobre 2012 – qui avait vu l'Algérie faire un prêt de 5 milliards de dollars au... FMI, afin, argumentait-on, d'aider à la reconstitution du fonds de secours de cette institution monétaire qui fait fonction de banque des banques au mieux des intérêts des marchés financiers qui régissent la planète financière.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Grâce à ses excédents financiers – les réserves de change étaient de 190,66 milliards de dollars – l'Algérie pouvait se permettre une telle largesse et savourer sa revanche face à des institutions financières (FMI et Banque mondiale) qui lui avaient imposé en 1994 un humiliant Plan d'ajustement structurel (PAS). Pour mémoire, suite à l'application du PAS, quelque 1 010 entreprises ont été liquidées et plusieurs centaines de milliers de salariés jetés à la rue. Un désastre socio-économique, sur fond de destructions causées par le terrorisme islamiste, désastre dont le pays ne s'est jamais relevé, et que la bonne conjoncture pétrolière des années 2000 et l'embellie financière qui s'en est suivie n'ont pu réparer.

En ces temps pas si lointains, l'Algérie, persuadée que le prix du baril de pétrole ne tomberait pas en dessous de la barre des 100 dollars, pouvait se permettre de gonfler le torse face à ses partenaires. Elle ne s'attendait donc pas à un retour aussi soudain que brutal de la conjoncture pétrolière. La chute de moitié du prix du baril et l'imprévoyance de ses dirigeants, persuadés que les cours du pétrole allaient remonter, ont fait le reste.

En 2016, voilà donc le FMI de retour. Cette fois-ci, non pour demander un prêt, mais pour voir comment se porte la maison Algérie. La mission de l'institution monétaire, conduite par Jean-François Dauphin, loin d'être banale comme ont tendance à la présenter certains médias, intervient dans un contexte de contre-choc pétrolier. En moins de deux ans, le pays a vu ses finances passer du vert au rouge. Les réserves de change du pays ont fondu comme neige au soleil entre 2014 et 2016, passant de près de 200 milliards à 100 milliards de dollars.

Voilà donc le pays confronté à une sérieuse crise et le FMI recommande d'assainir les dépenses publiques car, avertit Jean-François Dauphin, «le contrechoc pétrolier pèse sur la capacité de l'Etat à continuer à financer au même niveau qu'auparavant». Aussi préconise-t-il aux Algériens de conduire des réformes «de très grande ampleur», nécessaires «pour aider à réformer le modèle économique afin que la croissance soit davantage tirée par le secteur privé et soit moins dépendante des hydrocarbures et, donc, plus diversifiée». Autrement dit, un peu plus de libéralisme, mettre de l'ordre dans les finances, ne pas dépenser plus qu'on en gagne, donc plus de rigueur budgétaire et donc plus d'austérité.

Et sans attendre les «sages conseils» prodigués par J.-F. Dauphin, après avoir recouru au déficit budgétaire, financé par un Fonds de régulation des recettes (FRR) en voie d'épuisement faute d'argent et en puisant en partie dans les réserves de change, le gouvernement, qui n'exclut plus le recours à l'endettement extérieur, a commencé à réduire le train de vie de l'Etat, à donner des coups de rabot aux dépenses publiques et sociales, à augmenter la TVA et les prix de l'énergie, à réduire les importations (ce qui n'est pas une mauvaise chose), à revoir l'âge de départ à la retraite et à laisser filer vers le bas le cours de la monnaie, le dinar. Le tout, en veillant à ne pas trop bousculer les rapports de force existants : c'est qu'en 15 ans d'embellie financière, une caste d'affairistes et d'oligarques s'est constituée et fera tout pour que le «nouveau modèle économique» préconisé par le gouvernement Sellal, au mieux serve ses intérêts et, au pire, ne leur nuise pas trop.

Une chose est sûre, après avoir minimisé la crise, les autorités ont fini par comprendre que l'ère du tout-pétrole est révolue et que la baisse du cours du baril sera durable. Les voilà contraints de s'orienter vers la mise en œuvre d'une transition énergétique, à laquelle l'Algérie avait tourné le dos en 2010 : sur les conseils des Français, mais aussi du ministre de l'Energie de l'époque Chakib Khelil, l'Algérie avait dit non au projet allemand Desertec, sous prétexte qu'il était trop coûteux.

Pour conclure, quand le FMI pointe son nez, ce n'est jamais de bon augure. Les recettes qu'il préconise sont connues. L'Algérie en a déjà fait l'expérience et cela a laissé des traces. Et cette fois-ci, le terrorisme ne peut plus servir d'alibi pour faire avaler la couleuvre néo-libérale aux Algériens comme ce fut le cas en 1994.

H. Z.

APRÈS LE FAUX BARRAGE DE AÏN-DEFLA

Alerte antiterroriste maximum

L'assassinat de deux personnes dans un faux barrage à Aïn-Defla ravive aujourd'hui les inquiétudes et les interrogations autour du phénomène du terrorisme à l'heure où celui-ci est présenté comme étant définitivement en déclin.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) -

Le fait inquiète d'autant plus qu'il intervient quelques jours à peine après un attentat perpétré contre un policier à Constantine. Les deux événements nous mettent face à une réalité flagrante : les victimes ont toutes été tuées dans des actions qui nécessitent une préparation minutieuse et une logistique humaine que l'on croyait disparue tout au long de ces dernières années où les groupes terroristes ont été soumis à une très forte pression qui a fini par les paralyser avant de les laminer.

L'attentat de Constantine s'est ainsi déroulé dans des conditions troubles. La victime se trouvait attablée dans un restaurant au moment où des individus ont surgi et ouvert le feu avant de s'emparer de l'arme du policier et de prendre, ensuite, la fuite.

L'expérience acquise durant la décennie noire démontre qu'une telle action ne peut être menée qu'avec l'appui d'éléments de soutien dont le rôle primordial consiste à filer et renseigner les terroristes sur les habitudes de la cible et le moment idoine où elle peut être «appréhendée». Comment savoir sinon que ce policier se trouvait dans un restaurant à l'heure dite ? Ceci peut aussi valoir pour l'attentat perpétré contre trois personnes dimanche dernier dans la wilaya de Aïn-Defla.

Les victimes ont trouvé la mort dans un faux barrage et dans des conditions atroces qui rappellent l'horreur vécue dans les années 1990. Les deux militaires, vêtus de vêtements civils, et un citoyen ont été égorgés puis brûlés. Les terroristes ont pris la fuite. Etaient-ils informés du passage du taxi transportant les deux soldats ? Ce qui est sûr est que cette attaque intervient au moment où une très forte pression sécuritaire est exercée par les forces de sécurité à l'est du pays où un groupe important de terroristes a été repéré il y a plus de deux semaines. Se basant sur des témoignages de citoyens, ils ont appris et confirmé l'infiltration d'éléments activement recherchés, la photo circule d'ailleurs sur le net, dont certains ont pris part à l'attentat perpétré contre un policier à Constantine.

L'alerte maximum a d'ailleurs été déclenchée dans cette wilaya mais aussi à Skikda et Jijel où des groupes terroristes auraient réinvesti le terrain. Selon des informations non démenties citant les services de sécurité, ces terroristes seraient en préparation d'un attentat de grande envergure. Une mobilisation très forte s'en est suivie et d'intenses opérations militaires ont été immédiatement déclenchées dans les trois wilayas concernées où est notamment recherché un kamikaze dénommé Massahal Youcef dit Zoubéir.



Photo : DR

Les ratissages se poursuivent.

Ces opérations de recherche étaient d'ailleurs toujours en cours au moment où un autre ratissage d'envergure a été déclenché peu de temps après à Aïn-Defla et les régions limitrophes pour tenter de retrouver les auteurs du faux barrage.

Les auteurs du faux barrage ont-ils tenté de faire diversion pour desserrer l'étau autour de leurs acolytes cernés dans les zones de l'Est ? Le scénario est très probable, classique, et confirme malheureusement l'existence d'une stratégie de groupes plus structurés que l'on ne le disait. Le hic est que cette résurgence a lieu au moment où le pays semblait réellement débarrassé de ce phénomène.

Tous les experts en matière de sécurité étaient unanimes pour dire que les groupes subsistants étaient non seulement paralysés par la pression exercée par les services de sécurité, vidés de leur substance sous l'effet de la loi sur la rahma (concorde civile) et réduits à se terrer et à se battre individuellement dans un environnement marqué par l'hostilité et la reprise de confiance-

plus de l'ancienne situation. L'apparition de groupes actifs dans le nord du pays pourrait cependant trouver réponse dans les prévisions émises par plusieurs spécialistes des questions sécuritaires, selon lesquelles les groupes éclatés en Libye allaient probablement tenter de s'infiltrer dans les pays limitrophes tels que l'Algérie.

On se souvient que l'ancien secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki-moon avait même adressé au Conseil de sécurité un rapport pour faire part de son inquiétude suite à des informations faisant état de la «remontée» d'éléments de Daesh vers des pays voisins dont le nôtre. Se peut-il que l'Algérie se trouve aujourd'hui dans ce cas de figure ? La revendication par Daesh de l'assassinat du policier à Constantine mais aussi l'identification par les services de sécurité d'un des auteurs de cet attentat comme étant le chef de Daesh en Algérie accentuent la tension et laissent planer le doute, même si le discours officiel tend à affirmer l'inverse.

A. C.

MÉDICAMENT CONTREFAIT IMPORTÉ D'ISRAËL COMMERCIALISÉ EN ALGÉRIE

«Une pure rumeur», selon Boudiaf

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a qualifié de «rumeur» l'information selon laquelle un médicament contrefait, produit en Israël, circule en Algérie.

«Il n'existe pas de Paracétamol importé au niveau des pharmacies. Ce qui a circulé récemment au sujet de la commercialisation d'un Paracétamol importé et dont les composants représentaient un danger pour la santé n'est que pure rumeur», a déclaré Abdelmalek Boudiaf, selon l'agence APS.

Le directeur de la santé de la wilaya de Mila a alerté sur la commercialisation d'un Paracétamol importé d'Israël qui serait «mortel», selon des déclarations rapportées par certains médias. «C'est un jeune sans expérience qui a fait une déclaration hâtive. Nous lui donnerons le temps de se former», a encore souligné le ministre de la Santé. D'ailleurs, le Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) et l'Union nationale des opérateurs en pharmacie (UNOP) ont assuré récemment en marge d'une conférence de presse qu'il n'existait pas de médicaments contrefaits en Algérie.

S. A.